

d'officier. Tous ces pouvoirs étaient confiés à la commission des achats de la Défense nationale. C'était sous le régime du ministre des Finances d'alors qui était très lié avec feu M. Purvis.

J'ai dit alors que c'était une institution vouée à l'échec et que sa création était insensée. Les journaux de Toronto ont prétendu que j'étais le seul libéral à exprimer une protestation. Je n'étais pas le seul libéral à le faire, mais à ma grande surprise, j'ai été le seul député à la Chambre des communes à élever la voix contre l'établissement de cet organisme. Au nom du patriotisme, on avait sollicité l'appui de tous les membres de la Chambre.

Je tiens à la main une coupure de la *Gazette* de Montréal, numéro du 13 juillet 1939, annonçant la nomination de MM. Vaughan, Gravel et Chase et aussi de M. Sherman comme membres de la commission. Puis, le 7 octobre, le même journal publiait une dépêche de M. F. C. Mears, correspondant de la *Gazette* de Montréal à Ottawa, dépêche intitulée "La commission des approvisionnements d'Ottawa agira comme agent pour les achats anglais".

Puis, la commission des approvisionnements de guerre, organisme tout à fait différent, a été créée le 1er novembre 1939 et placée sous la direction de M. Wallace R. Campbell de la Ford Motor Company. M. Campbell est resté à Ottawa pendant quelque temps. Je tiens à la main un autre article du même journal, daté du 22 novembre 1939 et ayant pour titre "Les transactions de la Défense seront déposées au Parlement" et pour sous-titre "Le premier ministre a déclaré que les contrats de guerre seront rendus publics; Délai bien motivé; Promesse que des commandes plus nombreuses arriveront bientôt; Projet d'établissement d'un bureau de propagande".

Deux jours plus tard, le 24 novembre, le ministre actuel des Munitions et approvisionnements a été nommé président de la commission des approvisionnements de guerre. D'abord le ministre des Finances s'était chargé de la très lourde responsabilité de faire placer la commission d'achat de la Défense nationale sous sa propre direction. Qu'est-il arrivé? Cela se passait un peu plus de six mois avant la mort de M. Rogers, qui était alors ministre de la Défense nationale. A cette époque, le ministre actuel de la Défense nationale était ministre des Finances. La guerre venait d'éclater. Le ministre avait sous son autorité cet éléphant blanc connu sous le nom de Commission d'achat de la Défense nationale.

Dans son article du 24 novembre 1939, la *Montreal Gazette* disait: "Howe est choisi pour diriger la Commission des approvisionnements de guerre", et, en sous-titre: "La

[M. Pouliot.]

mesure laisse Ralston libre de s'occuper des Finances". C'était exact: le ministre des Finances ne pouvait plus s'en occuper, parce que la guerre était déclarée. C'est ce qui établit à l'évidence que l'attitude de l'honorable député de Témiscouata, lorsqu'a été établi le bureau d'achat de la Défense nationale, était justifiable et logique. Puis le ministre des Finances a confié la surveillance de tous ces achats au ministre des Munitions et approvisionnements, qui était alors ministre des Transports. Enfin...

M. l'ORATEUR: Je prie l'honorable député de m'excuser. Je crois savoir qu'on doit ce soir obscurcir la ville d'Ottawa. J'ignore au juste quand aura lieu l'obscurcissement, mais il peut se produire au cours de la séance de ce soir. La Chambre devra sans doute alors suspendre la séance, attendu que toutes les lumières de l'édifice seront éteintes. Les honorables députés pourront donc ou rester ici ou se rendre à leur chambre, à leur gré.

M. POULIOT Je vais tâcher de faire un peu de lumière sur le sujet. Le ministre des Finances ne pouvait accomplir cette besogne. Ce qu'avait prévu son prédécesseur, M. Dunning, s'est avéré erroné. Ce système ne saurait être d'application pratique en temps de guerre. Voilà pourquoi on l'a passé au ministre actuel des Munitions alors qu'il était ministre des Transports. Quand on a constaté qu'il ne pouvait administrer la Commission des approvisionnements et le ministère des Transports, on a confié le ministère des transports à un autre ministre et il a été placé à la direction du ministère des Munitions et approvisionnements.

Je ne puis comprendre le rapport qui existe actuellement entre le ministère des Munitions et le ministère de la Défense nationale. Je sais bien que le ministère des Munitions est en réalité un entrepôt pour tout ce dont ont besoin les trois armes du service. Je n'y ai aucune objection, mais je comprends aussi que les pouvoirs financiers du ministère de la Défense nationale ont d'abord été conférés au ministère des Finances qui, à son tour, les a passés à un autre ministère, celui des Munitions. Comment se fait-il que le ministère de la Défense nationale ait un conseiller financier? C'est M. Magee, président de la banque Barclay, ancien co-directeur du ministre actuel. J'ai mentionné M. Magee le 21 février 1941, mais j'en ai mentionné un autre, M. Henry Borden, — neveu de sir Robert Borden, ancien chef du parti conservateur, — qui était, lui aussi, co-directeur de l'actuel ministre de la Défense nationale avant la guerre. L'ascension de ce monsieur a été constante, et il est actuellement coordonnateur de diverses régies, et